



Ligue des
droits et libertés

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Loi sur l'intégration à la nation québécoise : toujours inacceptable malgré les amendements

Montréal, le 28 mai 2025 — La Ligue des droits et libertés (LDL) et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) déplorent l'adoption aujourd'hui du projet de loi n° 84 (PL84) *Loi sur l'intégration à la nation québécoise* par l'Assemblée nationale. Bien que certains amendements aient été apportés au PL84, répondant à des critiques, il demeure toujours inacceptable.

La LDL et la TCRI dénoncent que les dispositions du PL84 modifiant la *Charte québécoise* n'aient pas été retirées. En modifiant le préambule et les clauses limitatives et interprétatives de la *Charte*, le gouvernement souhaite inféoder cette loi fondamentale à une politique d'intégration nationale dont les modalités restent par ailleurs à être précisées. Il s'agit là d'une attaque délibérée au fondement du système québécois de protection des droits humains.

En avril 2025, une centaine d'organisations et une trentaine de personnalités du monde intellectuel demandaient au gouvernement du Québec de tenir des consultations publiques, larges et inclusives sur le projet de *Loi sur l'intégration nationale* (PL84) et, par conséquent, de mettre sur pause l'étude détaillée du PL84.

Les quatre raisons qui motivaient la demande des signataires de la déclaration restent sans réponse acceptable. Il reste toujours de graves problèmes avec la nature assimilationniste du PL84, le recul des droits au profit des valeurs, les attaques aux chartes et aux droits de la population, ainsi que de graves inquiétudes pour l'autonomie du communautaire.

Les amendements apportés durant l'étude détaillée du PL84 demeurent insuffisants pour assurer le respect des droits humains de la population. Maintenant, les deux organisations appellent à la vigilance quant aux modalités de son application à travers la Politique d'intégration nationale.

Citations

« Bien qu'il soit difficile d'anticiper la portée juridique des modifications apportées à la *Charte québécoise*, elles pourraient établir une hiérarchisation de droits et menacer plusieurs droits humains, dont le droit à l'égalité et les libertés de conscience, d'expression et de religion », déclare Paul-Etienne Rainville, responsable de dossiers politiques

« Les pressions exercées par la société civile ont permis d'apporter des modifications qui étaient plus que nécessaires, comme l'inclusion de la lutte contre le racisme et la discrimination parmi les fondements du modèle ou le retrait de certains articles s'attaquant à l'autonomie des organismes. Nous restons toutefois aux aguets quant à la manière dont le modèle se concrétisera à travers la politique », affirme Louis-Philippe Jannard, coordonnateur du Volet protection de la TCRI.

Faits saillants

Liste des signataires personnalités publiques/académiques — [8 avril 2025](#)

1. Rachad Antonius, Professeur associé, UQAM
2. Céline Bellot, Professeure école de travail social, directrice Observatoire des profilages
3. Chedly Belkhodja, Professeur, Université Concordia
4. Farrah Bérubé, Professeure, UQTR
5. Pierre Bosset, Professeur de droit, UQAM
6. Gérard Bouchard, Professeur, Université du Québec à Chicoutimi
7. David Carpentier, Doctorant, École d'études politiques, Université d'Ottawa

8. Ryoa Chung, Professeure, département de philosophie, Université de Montréal
9. Ramatoulaye Diallo, Trésorière du CCMM-CSN
10. Catherine Dorion, Artiste
11. Paul Eid, Professeur, département de sociologie, UQAM
12. Bernard Gagnon, Professeur titulaire, UQAR
13. Lara Gautier, Professeure adjointe, Université de Montréal
14. Audrey Gonin, Professeure, Université du Québec à Montréal
15. Jorge Frozzini, Professeur, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)
16. Sophie Hamisultane, Professeure, École de travail social, Université de Montréal
17. Jill Hanley, Professeure, École de travail social, Université McGill
18. Diane Lamoureux, Professeure émérite, Université Laval
19. Louis-Philippe Lampron, Professeur, faculté de droit, Université Laval
20. Chiara Letizia, Professeure, département de sciences des religions
21. Dominique Leydet, Professeure, dépt de philosophie, Université du Québec à Montréal
22. Christian Nadeau, Professeur, département de philosophie, Université de Montréal
23. Alexandra Pierre, Militante féministe et anti-raciste
24. Will Prosper, Documentariste
25. Maryse Potvin, Professeure, UQAM
26. Lilyane Rachédi, Professeure, école d travail social, UQAM
27. Geneviève Rail, Professeure émérite distinguée, Université Concordia
28. François Rocher, Professeur émérite, École d'études politiques, Université d'Ottawa
29. François Saillant, Auteur et militant pour les droits humains
30. Bouchra Taïbi, Professeure, département de psychoéducation et travail social, UQTR
31. Charles Taylor, Professeur émérite, Université McGill
32. Michèle Vatz Laaroussi, Professeure émérite École de travail social Université de Sherbrooke
33. Denise Helly, Professeure, Institut national de la recherche scientifique
34. Michel Seymour, Professeur honoraire, U de Montréal
35. Daniel Weinstock, Professeur titulaire, Titulaire de la Chaire Katharine A. Pearson en société civile et politiques publiques

Liste des signataires organisations

- | | |
|--|---|
| 1. À deux mains/Head and Hands | 21. Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants |
| 2. Accueil et intégration BSL | 22. Carrefour d'Intercultures de Laval |
| 3. Action Autonomie le Collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal | 23. Carrefour de ressources en interculturel |
| 4. Action cancer du sein du Québec | 24. Carrefour le Moutier |
| 5. Action Environnement Basses-Laurentides | 25. Centrale des syndicats démocratiques |
| 6. Action Femmes et handicap | 26. Centrale des syndicats du Québec |
| 7. Action Réfugiés Montréal | 27. Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal |
| 8. AGIR Montréal : Action LGBTQ+ avec les immigrantEs et les réfugiés | 28. Centre de femmes l'Érige |
| 9. Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux | 29. Centre de Femmes Mieux-Être de Jonquière |
| 10. Alter Justice | 30. Centre des femmes d'ici et d'ailleurs |
| 11. Amnistie internationale Canada francophone | 31. Centre des femmes de Longueuil |
| 12. Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales de l'Outaouais | 32. Centre des Femmes du Ô Pays |
| 13. Association canadienne des libertés civiles | 33. Centre des travailleurs et travailleuses immigrants |
| 14. Association des juristes progressistes | 34. Centre Entre-Femmes |
| 15. Au bas de l'échelle | 35. Centre international de solidarité ouvrière |
| 16. Auto-Psy (région de Québec) | 36. CLEF Mitis-Neigette (Rimouski) |
| 17. Bureau de consultation jeunesse | 37. Clef pour l'intégration au travail des immigrants |
| 18. CALACS du Saguenay | 38. Clinique pour la justice migrante |
| 19. Campagne québécoise pour la régularisation et la justice migrante | 39. Collectif de la Revue À bâbord ! |
| 20. Carrefour d'Action Interculturelle | 40. Collectif de lutte et d'action contre le racisme |
| | 41. Comité logement Bas-Saint-Laurent |
| | 42. Comité pour la scolarisation |
| | 43. Comité pour les droits humains en Amérique Latine |
| | 44. Confédération des syndicats nationaux |

45. Conseil central du Bas-St-Laurent
46. Co-Savoir
47. Ex aequo
48. Fédération des femmes du Québec
49. Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
50. Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec
51. Fédération québécoise pour le planning des naissances
52. Fondation Béati
53. Fonds d'action et d'éducation juridique pour les femmes
54. Foyer du Monde
55. FRAPRU
56. Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec
57. Inclusion
58. Justice Pro Bono
59. L'Hirondelle, accueil et intégration des immigrants
60. L'Observatoire pour la justice migrante
61. L'R des centres de femmes du Québec
62. La Maison d'Aurore
63. Le Centre de réfugiés – The Refugee Centre
64. Le Collectif Bienvenue
65. Ligue des droits et libertés – Section de Québec
66. Ligue des droits et libertés
67. Maison d'Haïti
68. Maison des femmes des Bois-Francs
69. Mission communautaire de Montréal
70. Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
71. Mouvement pour l'autonomie dans l'enfantement
72. Multi-Femmes
73. Organisation populaire des Droits Sociaux
74. RÉCIF 02
75. Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec (ROSE du Nord)
76. Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale
77. Regroupement des organismes en hébergement pour personnes migrantes
78. Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal
79. Regroupement Naissances Respectées
80. Regroupement québécois des CALACS
81. Relais-Femmes
82. Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec
83. Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches
84. Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec
85. Réseau québécois de l'action communautaire autonome
86. RIVO – Réseau d'intervention auprès des personnes ayant vécu la violence organisée
87. Service d'entraide Passerelle
88. Service jésuite des réfugiés – Canada
89. SIARI
90. Solidarité ethnique régionale de la Yamaska
91. Table de concertation de Laval en condition féminine
92. Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie
93. Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes
94. Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec
95. Table de concertation féministe · Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
96. Table des groupes de femmes de Montréal
97. Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles
98. Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal
99. Table ronde des organismes volontaires en éducation populaires de l'Outaouais
100. Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique
101. Vision Inter-Cultures

- 30 -

À propos de la Ligue des droits et libertés

Depuis 1963, la Ligue des droits et libertés (LDL) a influencé plusieurs politiques gouvernementales et projets de loi en plus de contribuer à la création d'institutions vouées à la défense et la promotion des droits humains. Elle intervient régulièrement dans l'espace public pour porter des revendications et dénoncer des violations de droits auprès des instances gouvernementales sur la scène locale, nationale ou internationale. Son travail d'analyse, de sensibilisation et de promotion est primordial pour que les droits humains deviennent la voie à suivre vers une société juste et inclusive, pour tous et toutes. Comme organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, la LDL vise à défendre et à promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'[interdépendance des droits](#) reconnus dans la Charte internationale des droits de l'homme.

Pour informations et entrevues :

Elisabeth Dupuis, Responsable des communications de la Ligue des droits et libertés
Cellulaire : 514-715-7727